



Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court

Formulaire pour les organisations

Demande de participation aux procédures et demande de réparations devant la CPI Pour les victimes - organisations ou institutions

SECTION A

INFORMATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION/INSTITUTION

1. L'organisation/institution a-t-elle déjà soumis une demande de participation ou de réparations auprès de la CPI ?

Oui Non

2. Si oui et si l'organisation/institution a déjà un numéro de dossier, veuillez l'indiquer :

/ /

3. Nom(s) de l'organisation/institution :

[REDACTED]

4. Adresse actuelle de l'organisation/institution :

Village/commune/ville :

[REDACTED]

(Tombouctou)

District/province/région :

Tombouctou

Pays :

Mali

5. Date et lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation de l'organisation/institution.
Veuillez indiquer toutes les informations pertinentes.

Date de constitution, de création et/ou d'immatriculation

Lieu de constitution, de création et/ou d'immatriculation

6. Quel était le statut juridique de l'organisation/institution à la date où ont eu lieu les événements allégués ?

Veillez fournir des preuves de la constitution, de la création et/ou de l'immatriculation de l'organisation/institution à la date des événements allégués (certificat de constitution ou d'immatriculation par exemple).

- Organisation non gouvernementale, caritative ou à but non lucratif (organisation créée dans le but de fournir des services bénévoles, notamment religieux, éducatifs, artistiques, scientifiques, sociaux ou caritatifs à l'ensemble ou à une partie de la communauté)
- Organisation caritative ou à but non lucratif
- Organisme statutaire (par exemple : agence gouvernementale, école publique, hôpital)
- Société ou organisme privé (par exemple : établissement privé d'enseignement, entreprise de communication ou de média, hôpital privé ou clinique)
- Institution au service des membres d'une communauté (société coopérative, société de crédit immobilier ou institution de micro-finance)
- Partenariat
- Autres - Précisez : Religieux

7. Nom de la personne qui présente la demande au nom de l'organisation/institution :

Veillez donner tous les

8. Nationalité de la personne présentant la demande :

9. Comment la personne présentant la demande peut-elle être contactée ?

Veillez donner autant d'informations que possible.

Numéro(s) de téléphone : _____

Rue : _____ Numéro/parcelle : _____

Boîte postale : _____ Secteur/quartier/zone : _____

Village/commune/ville/camp : _____

Comté/paroisse : _____

District/province/région : _____

Code postal : _____ Pays : _____

Email: _____

10. Profession et titre de la personne présentant la demande :

11. Quelle(s) preuve(s) d'identité la personne présentant la demande fournit-elle ?

Veillez

[REDACTED]

11. La personne présentant la demande doit fournir une preuve d'identité, par exemple : une carte nationale d'identité, un certificat de naissance, une carte d'électeur, un passeport, un permis de conduire, une carte d'étudiant ou d'employé, une lettre émanant d'une autorité locale, une carte d'enregistrement délivrée dans un camp, une carte délivrée par une organisation humanitaire, un document fiscal, ou tout autre document établissant son identité.

12. En quelle qualité cette personne agit-elle au nom de l'organisation/institution ?

Veillez fournir un document prouvant cette qualité.

Représentant autorisé de l'organisation/institution
(par exemple : administrateur ou président de société)

Représentant légal

Autre – Veillez préciser :

[REDACTED]

13. Quelle(s) langue(s) la personne présentant la demande parle-t-elle ?

[REDACTED]

14. Quelqu'un aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

Oui Non

15. Si oui, comment s'appelle cette personne et à quelle organisation appartient-elle (le cas échéant) ?

(nom)

(organisation)

16. Un interprète aide-t-il la personne présentant la demande à remplir ce formulaire ?

Oui Non

SECTION B

INFORMATIONS RELATIVES AU(X) CRIME(S) ALLÉGUÉ(S)

17. Qu'est-il arrivé à l'organisation/institution ? Décrivez les événements de manière aussi détaillée que possible.

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

ils ont vu des têtes ce matin en 2012
avec des pioches en main par une voiture
et ils ont barré toutes les rues qui mènent
à [REDACTED] ils ont commencé à
détruire [REDACTED] Le premier groupe
abstruit - le deuxième groupe fait la

garde avec des armes dans les mains
 pour faire peur aux gens. ils ont
 détruit [REDACTED] jusqu'au sol.

18. Quand les événements se sont-ils déroulés ?

Si possible, veuillez préciser les jour(s), mois et année(s) ou, si vous ne connaissez pas les dates exactes, donnez toute information qui permettra de les établir.

Ces événements se sont déroulés au cours
 de l'année 2011.

19. Où les événements se sont-ils déroulés ?

Si nécessaire, joignez un croquis ou une carte indiquant le lieu.

Ces événements se sont déroulés à [REDACTED]
 sur des [REDACTED] de Tombouctou.
 [REDACTED] de la [REDACTED] et [REDACTED] de [REDACTED]

19. Veuillez être le plus précis possible et, si vous le pouvez, indiquez le district, la province ou la ville la plus proche.

20. Selon l'organisation/institution, qui est responsable des événements ?

Dans la mesure du possible, expliquez pourquoi l'organisation/institution pense cela.

SECTION C

INFORMATIONS SUR LES DOMMAGES, PERTES OU PRÉJUDICES SUBIS

21. Le bien endommagé était :

Cochez la ou les cases pertinentes.

- Consacré à la religion
- Consacré à l'enseignement
- Consacré aux arts
- Consacré aux sciences
- Consacré à la charité
- Un monument historique
- Un hôpital
- Un lieu ou un objet utilisé à des fins humanitaires
- Autre - Précisez : _____

22. Quels dommages directs le bien a-t-il subi du fait des événements allégués ?

Si vous avez besoin de plus de place, veuillez présenter les réponses à cette question sur un feuillet supplémentaire.

Avant et toujours

22. Il peut s'agir, entre autres, de dommages causés à des terrains, des bâtiments, des biens meubles (matériel ou équipements), des monuments, cimetières, ou de dommages à l'environnement (par ex. à des sources d'eau)

SECTION D

PARTICIPATION À LA PROCÉDURE

23. L'organisation/institution souhaite-t-elle participer, c'est-à-dire présenter ses vues et préoccupations dans le cadre de procédures devant la CPI ?

Oui Non

24. Si oui, pourquoi l'organisation/institution souhaite-t-elle participer à la procédure ?

Pour la vérité

23. Généralement, une organisation/institution expose ses vues et préoccupations par l'intermédiaire d'un avocat qui la représente à La Haye. Dans un petit nombre de cas, une personne pourrait participer en personne au nom de l'organisation/institution, mais ça n'est pas une obligation.

SECTION E**RÉPARATIONS**

25. L'organisation/institution souhaite-t-elle demander réparation ?

L'organisation/institution veut-elle que quelque chose soit fait en raison de ce qu'elle a subi ?

Oui Non

26. Si oui, que voudrait l'organisation/institution ?

Nous voulons une indemnisation, une réparation de [redacted] tout le moment qu'on a souffert

27. Selon l'organisation/institution, si des réparations sont accordées, qui devrait en bénéficier ?

Cochez plusieurs cases, si nécessaire.

L'organisation/institution

Autres (veuillez préciser) [redacted] [redacted]

25/26. Qu'attend l'organisation/institution si l'accusé est déclaré coupable ? Les réparations peuvent être tout ce qui peut aider. L'organisation/institution réparer le préjudice subi. Il peut s'agir d'une indemnisation, de diverses formes d'assistance, de la restitution des terres ou biens volés et/ou de mesures symboliques ou morales telles que la présentation d'excuses et l'édification de monuments. Veuillez énumérer toutes mesures que l'organisation/institution souhaiterait voir prises.

SECTION F**REPRÉSENTATION LÉGALE**

28. L'organisation/institution a-t-elle un avocat ?

Oui Non

29. Si l'organisation/institution n'a pas d'avocat, souhaiterait-elle que la CPI l'aide à en trouver un ?

Oui Non

30. En attendant qu'elle en ait un, l'organisation/institution souhaite-t-elle être représentée par les avocats de la Cour chargés de veiller aux intérêts des victimes (Bureau du conseil public pour les victimes) ?

Oui Non

31. Si l'organisation/institution a un avocat, veuillez fournir ses coordonnées :

Nom : [redacted]

Adresse : *avocat conseil CPI*

Email: _____ Numéro(s) de téléphone : _____

28. Pour représenter des victimes devant la CPI, un avocat doit figurer sur la liste des conseils agréés par la Cour. Les avocats qui ne figurent pas sur cette liste peuvent demander à y être inscrits.

30. Le Bureau du conseil public pour les victimes est un bureau indépendant au sein de la Cour qui veille aux intérêts juridiques des victimes et qui les représente gratuitement.

SECTION G

COMMUNICATION DE L'IDENTITÉ DE L'ORGANISATION/INSTITUTION

Le présent formulaire sera communiqué à la Défense (l'accusé et ses avocats) et au Procureur de la CPI. Les juges peuvent décider qu'il sera communiqué sans que soit révélée l'identité de l'organisation/institution et celle personne présentant la demande.

32. Si l'identité de l'organisation/institution et celle de la personne présentant la demande étaient révélées à la Défense ou au Procureur de la CPI, la personne présentant la demande aurait-elle des raisons de s'inquiéter pour sa sécurité, son bien-être, sa dignité ou sa vie privée, ou pour ceux de toute autre personne ?

Oui Non

Si oui, quelles sont ces raisons ?

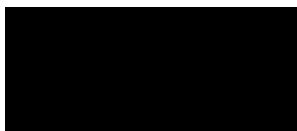
Danger physique
dignité

32. La personne présentant la demande peut non seulement redouter un danger physique mais aussi s'inquiéter pour son bien-être psychologique, sa réputation, sa vie privée et/ou sa dignité ou ceux de sa famille. L'identité de l'organisation/institution ou de la personne présentant la demande ne sera pas révélée au public tant que la demande est en cours d'examen. Si la demande est acceptée, la question de la communication des informations concernées peut à nouveau être posée à l'organisation/institution.

SECTION H

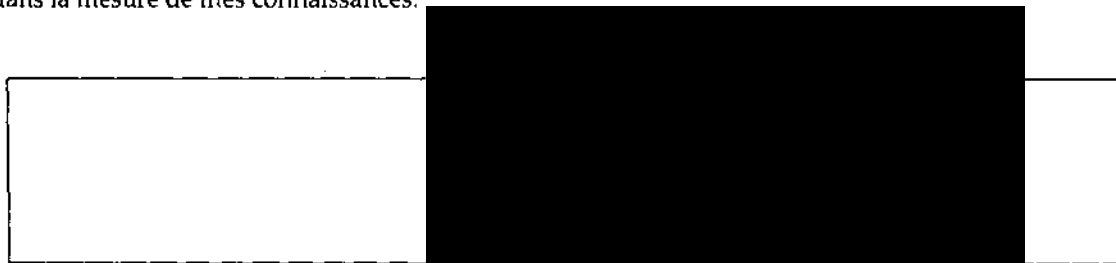
SIGNATURES

SIGNATURE DE LA PERSONNE PRÉSENTANT LA DEMANDE



Par la présente :

• Je certifie sur l'honneur que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes, dans la mesure de mes connaissances.

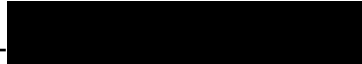


Signature de la personne présentant la demande, empreinte de pouce ou autre marque

Date:

2016
(jour) (mois) (année)

Lieu:



RAPPEL:

LES DOCUMENTS SUIVANTS DOIVENT ÊTRE JOINTS AU PRÉSENT FORMULAIRE.

Pour l'organisation/institution :

- Photocopie de la preuve de la constitution, de la création et/ou de l'immatriculation de l'organisation/institution (OBLIGATOIRE)

Pour la personne présentant la demande :

- Photocopie de la preuve d'identité (OBLIGATOIRE)
- Photocopie d'un document établissant la qualité lui permettant de représenter l'organisation/institution (OBLIGATOIRE)

REMARQUE :

Le présent formulaire et la procédure de demande sont gratuits.

La CPI ne prélève de frais à aucun stade de la procédure.

